

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-dictature-bolivarienne>

La dictature bolivarienne

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : vendredi 18 juillet 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Depuis 1988, date de sa création, il ne se passe pas un jour, sans que la chaîne de télévision vénézuélienne Televen -aux mains du secteur privé- n'émette son programme quotidien d'information, qu'alimentent quotidiennement les nouvelles, les événements et les débats à traiter. Minute par minute, heure par heure, 24 heures sur 24, ce canal d'information distille inlassablement son message : le malheur se serait abattu sur le pays depuis que le PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela) s'occupe des affaires du pays. Le président de la République élu, Nicolas Maduro n'échappe pas au feu de cette critique.

Malgré cela, en 15 années de gouvernements révolutionnaires successifs, cette source d'informations orientée, n'a jamais fait l'objet d'une seule interruption. En bien modeste contrepoint, le journaliste José Vicente Rangel -un vétéran qui aura été de tous les combats de la gauche- anime une émission télévisée hebdomadaire, durant laquelle diverses opinions favorables au chavisme peuvent se faire entendre.

Televen est loin d'être une exception. Le paysage télévisuel vénézuélien compte en effet des dizaines d'autres télévisions privées (sur les plans satellitaire, national, régional et local) qui distillent obstinément leur message « unique », défavorable au gouvernement légal. Si l'on prenait leurs allégations pour argent comptant, il faudrait admettre que le pays souffre d'une grave pénurie chronique. La farine, l'huile, le sucre, le pain auraient définitivement disparu des rayons. Pour couronner le tout, on ne pourrait plus accéder à l'eau potable. Et il serait désormais impossible de cuisiner, du fait que le gaz de ville viendrait à cruellement manquer. En somme, on en serait revenu à l'âge de pierre. Les vénézuéliens s'éclairant à la bougie et se nourrissant d'herbes. Tout simplement... [\[1\]](#)

Cela dit, qu'en est-il de la presse écrite ? Pas moins de 115 journaux périodiques se partagent le « marché » vénézuélien. 90% de ces derniers sont soumis au bon vouloir du secteur privé. La division du travail étant ce qu'il est, cette presse écrite s'emploie quant à elle, à diffuser un message, se déclinant de diverses manières à partir du postulat suivant : la volonté politique consistant à redistribuer les richesses en faveur du peuple vénézuélien, serait une hérésie pure et simple. Qui plus est, indigne de ce pays.

Le secteur privé martèle sans arrêt cette thèse, depuis que le triomphe électoral d'Hugo Chavez lui a permis de gouverner le pays. Cette entreprise de déstabilisation se pare d'un camouflage efficace. Il s'agit en effet d'investir la travée des Droits de l'Homme et affirmer encore et encore, que le Gouvernement les bafouerait impunément. Dans cette optique, jour après jour, des articles d'opinion, des éditoriaux, des entretiens, des dessins et illustrations servent de points d'appui à ces campagnes. Bien évidemment, une part non négligeable de ces diatribes consiste à présenter l'ensemble des responsables politiques chavistes sous l'angle de la corruption, de l'ineptie, de l'inefficacité intrinsèque et du piston (favoritisme, copinage, clientélisme, etc.).

Il est bon de préciser qu'au moment où Chavez a remporté ses premières élections (1998), 331 radios privées couvraient de leurs émissions respectives, l'ensemble du territoire national. En 2010, elles étaient... 466. Quant aux radios publiques et communautaires, qui n'émettent que localement, leur nombre s'élève à 250 pour les premières, et 243 pour les secondes.

Toujours en 1998, 32 chaînes de télévision privées se partageaient l'audience. Et à ce jour, leur nombre a doublé (61 pour être précis). Du peloton, se détachent Venevision, Televen dont nous venons de parler, et Globovision.

Audience comparée des médias radio et TV au Venezuela (2014). Ce graphique ne rend pas compte des sites internet, médias internationaux (satellite) et presse écrite locale qui sont eux aussi en majorité opposés aux mesures de la révolution bolivarienne.

Pour occulter ces chiffres qui démontrent que l'affirmation selon laquelle une "dictature" sévit au Venezuela, est une

inanité, les Espagnols ont par contre été très bien informés des faits suivants : subissant les supposées rigueurs dictatoriales du gouvernement, la chaîne privée RCTV aurait été fermée [2] et se serait vu contrainte de se replier sur le câble. Cet exemple démontrerait à l'envi que le chavisme s'emploierait à fouler au pied la liberté d'expression.

Plus largement, les gouvernements révolutionnaires successifs ont autorisé toutes les grandes entreprises internationales à poursuivre leurs activités sur le territoire. Une seule exception à la règle -ce qui se comprend bien- le secteur stratégique des hydrocarbures où ces relations ont été revues et corrigées. Il faut également noter que les entreprises internationales concernées, travaillent en bonne intelligence avec les opérateurs de téléphonie publique que sont Movilnet et Cantv, Digitel et Movistar.

Nous n'excluons toutefois pas de la liste, La Polar, Nestlé, Coca-Cola, Philips et tant d'autres structures privées, qui dominant comme l'on sait, le marché de l'alimentation, de la distribution et des nouvelles technologies. Ce tableau d'ensemble démontre bien que les allégations que l'on doit aux médias privés sont sujettes à caution, puisque l'approvisionnement du pays en produits de base, est bel et bien assuré. Et ce, grâce également à ces réseaux d'entreprises dont on ne peut soupçonner quelque accointance idéologique avec le chavisme.

S'inspirant des méthodes éprouvées ayant anticipé, puis abouti au coup d'Etat (1973) organisé contre le gouvernement de Salvador Allende au Chili, la campagne actuelle menée contre la pénurie qui frapperait à l'heure actuelle les produits de base, résulte d'une stratégie d'ensemble adoptée de longue date par la bourgeoisie, qui vise en dernier ressort à saper les bases de la crédibilité dont bénéficie le Gouvernement chaviste. Le cas du papier hygiénique est emblématique. La supposée pénurie récurrente de ce produit, aujourd'hui disponible, se situait au coeur des lamentations incantatoires que les classes moyenne et bourgeoise émettent à l'unisson depuis longtemps déjà.

Qu'en est-il en réalité ? Les classes moyenne et bourgeoise ont à leur disposition de nombreux centres commerciaux privés, qui regorgent de vêtements, de chaussures, de parfums et de bijoux en tout genre. La grande majorité d'entre eux, étant des produits d'importation. Or, il semble bien, que lorsqu'il s'agit d'en faire l'acquisition -contrairement au papier hygiénique- les devises nécessaires ne leur font en aucune manière défaut.

Les médias privés, qui seraient aux dires de leurs propriétaires et de leurs affidés, persécutés par le gouvernement légal, n'ont par contre pas manqué de suivre fidèlement et complaisamment les divers développements consécutifs aux « *guarimbas* » (barrages violents de l'extrême droite) qui auraient 3 semaines durant plongé l'ensemble du pays dans la crise. Ils n'ont pas manqué de recourir à tous les moyens qui sont à leur disposition, afin de convaincre l'opinion internationale que la police procédait à tour de bras à des arrestations arbitraires, dont les « étudiants » manifestant « pacifiquement » étaient les victimes principales.

Or, seuls 6 états sur les 26 que compte le pays, ont eu à subir les violences et 7 % des personnes arrêtées étaient des étudiants. Dans l'écrasante majorité des cas, les barrages étaient circonscrits aux quartiers blancs huppés (1% de 355 municipalités du Venezuela) des grandes agglomérations urbaines ; mais aussi aux municipalités dirigées par des élus de l'opposition. Ponctuellement, les zones de résidence des classes moyennes ont également été le théâtre de ces violences.

Malgré leur « pacifisme » supposé, les « étudiants » ont à leur actif, l'incendie de centres de santé, d'écoles, de garderies d'enfants, d'universités relevant du secteur public, de bâtiments qu'occupaient les services de l'Etat. Mais aussi des commerces privés.

Ce n'est pas tout. En effet, ces « étudiants pacifiques » n'hésiteront pas à tendre des barrages de fils de fer barbelés sur toute la largeur de certaines voies de circulation. Les piétons et les motocyclistes ayant été leurs premières

victimes.

Selon les propres chiffres publiés par l'opposition, le bilan de ces 3 mois de *guarimbas* s'élèvera à 42 morts (civils et agents de police compris).

Cette même presse qui se plaint à longueur de temps que le gouvernement chaviste bafouerait régulièrement les Droits de l'Homme, a poussé ses cris d'orfraie, parce que sur les 3 200 personnes mises en état d'arrestation (durant les *guarimbas*), 101 d'entre elles seraient encore à ce jour placées en détention.

Selon les médias, la grande injustice consisterait à garder emprisonnées ces dernières, sur la foi d'un procès verbal établi au moment des faits par les représentants des forces de l'ordre. Comme si les décisions de mises en détention, ne dépendaient pas précisément de la simple application de la loi, ce qui est considéré comme l'exercice normal de la justice dans les pays occidentaux garants s'il en est, des normes juridiques constitutionnelles.

Par contre, ce que ces médias privés « dignes de foi » omettent de préciser dans leur traitement « objectif » de l'information, c'est que la majorité des décès concerne le camp chaviste (10 des personnes décédées étaient des fonctionnaires) ; que 7% des personnes appréhendées sur les lieux de leur forfait ont eu à subir une privation effective de liberté ; que 19 représentants des forces de l'ordre ont été arrêtés pour abus de pouvoir, dans l'exercice de leur fonction (au moment des *guarimbas*). Le 16 juillet dernier, lors d'une réunion de travail avec les représentants d'Amnesty International, la procureure générale de la République Luisa Ortega Díaz a rappelé que pour les violences et meurtres commis entre le 12 février et le 30 juin dernier 101 personnes restent emprisonnées, dont six seulement sont étudiants et 14 membres des forces de l'ordre. [\[3\]](#)

Sur ce total, 58 personnes sont de nationalité étrangère, mercenaires (colombiens notamment) impliqués dans des actes de terrorisme et des agressions à mains armées sur le territoire national, aux ordres de dirigeants de l'extrême-droite vénézuélienne. Interpol a lancé un avis de recherche à l'encontre de l'une de ses figures les plus connues : Gabriel Alejandro Reyes Beltran. Une demande d'extradition a été adressée au gouvernement espagnol, Reyes étant en effet, un gros bonnet du narco-trafic international.

Comme tous les autres, le journal *El Universal* a « eu raison » de manifester son « indignation » puisque 2 jeunes qui étaient détenus depuis les *guarimbas*, ont fait l'objet d'une libération très rapide ; les considérant innocents, les magistrats du tribunal en charge de les juger, ont très rapidement décidé de leur élargissement, 33 jours seulement après leur incarcération. Dans ce cas de figure, la justice « dictatoriale » vénézuélienne fait preuve d'une rapidité dont son *alter ego* espagnol devrait s'inspirer.

En tout état de cause, il est possible d'affirmer que la plupart de ceux qui ont commis des violences lors de ces *guarimbas*, n'ont pas été inquiétés. Pour la simple et bonne raison qu'ils n'ont pas été identifiés et par conséquent, pas arrêtés. De plus, en quelques jours, les tribunaux du pays ont remis en liberté pas moins de 3000 personnes.

Pourtant le bilan est lourd. Dans leur ensemble, les patrimoines public et privé réunis du pays, ont essuyé des dégâts s'élevant à 15 millions de dollars.

Malgré cela, malgré l'étendue du désastre, ce qui peine le plus les propriétaires et représentants de ces moyens de communication privés -mais aussi les politiciens de l'opposition et les patrons d'entreprises qui s'emploient à dissimuler les marchandises diverses et les aliments de première nécessité dont ils sont détenteurs, ce qui afflige le plus les membres « éminents » de l'oligarchie qui durant 2 siècles a exploité le peuple et profité des richesses de ce pays que celui-ci aura contribué à produire- c'est la pénurie ponctuelle de certaines fournitures. De laquelle résulte parfois -et seulement parfois- la formation de quelques queues d'attente que la propagande anti-chaviste montrent jusqu'à plus soif, sur les écrans, dans les pleines pages des différents journaux qu'elle contrôle. Pour ce faire, elle appelle également à son secours, des kilomètres de graphiques, de clichés, de dessins, d'affiches, de vignettes en tout genre, inondant tout, et elle peut compter sur le relais aveugle des médias occidentaux.

En revanche, le monde du travail, la population qui habite les quartiers les plus modestes et qui bénéficie des constructions massives de logements et de la mise en oeuvre des programmes sociaux les plus récents ; celui qui doit chaque jour se déplacer en ayant recours à des moyens de transport en commun bourrés à craquer ; celui qui travaille durement pour subvenir à ses besoins ; celui qui ne bénéficie pas des fantastiques revenus que les membres des conseils d'administration des grandes sociétés privées empochent ; eh bien ce peuple n'est pas descendu dans la rue. Ses membres n'ont pas manifesté par millions contre le gouvernement, contrairement à 2002, lorsqu'il a puissamment contribué à la déroute du patronat et des militaires de droite auto-proclamés gouvernement après leur coup d'Etat contre Chavez.

Le peuple vénézuélien a parfaitement conscience du fait que la Révolution bolivarienne n'en est qu'à ses balbutiements, à ses débuts. Malgré toutes les difficultés auxquelles elle est confronté, la majorité sociale jette les bases d'un pays de type nouveau, qui a décidé de secouer le joug séculaire qui s'est abattu sur lui pendant de trop longues années. La conscience recouvrée l'assure également que ce ne sont ni l'opposition fasciste se dissimulant sous les oripeaux de la défense et illustration d'une démocratie d'apparence ; ni les promesses actuelles du MUD (Mesa de Unidad Democrática) ; encore moins les divers partis politiques de droite qui ont tenu le haut du pavé durant des décennies, qui lui donneront accès à un toit, aux soins, à l'éducation, à une alimentation saine et suffisante.

Il en est ainsi parce que, n'en déplaisent aux contempteurs de la « dictature bolivarienne » -c'est-à-dire à la droite médiatique qui haït la révolution initiée par Chavez-, cette dernière respecte la liberté d'expression et laisse tout loisir aux médias privés (majoritaires dans le pays) de prendre la parole. De plus, bien que gouvernement bolivarien subisse avec stoïcisme les attaques -y compris violentes et armées- des sicaires de l'oligarchie, il manifeste une forme de tolérance envers ces médias hostiles et le secteur économique privé dans son ensemble, que l'un et l'autre ne méritent pas.

J'espère que la force des événements à venir ne l'amène pas tôt ou tard à s'en repentir.

Lidia Falcón O'Neill pour *Público.es*

[Público.es](#). Venezuela, 14 Juillet 2014

Traduction : Jean-Marc del Percio

LIDIA FALCÓN O'NEILL est licenciée en Droit, en Art Dramatique, en Journalisme et Docteur en Philosophie. Docteur Honoris Causa de l'Université de Wooster, Ohio. Fondatrice des revues *Revendication Féministe* et *Pouvoir et Liberté*. Créatrice du Parti Féministe d'Espagne et de la Confédération des Organisations Féministes de l'État Espagnol. Membre du *Tribunal International des Crimes contre la Femme* de Bruxelles. Collaboratrice de nombreux journaux et revues espagnols, a publié 42 ouvrages parmi lesquels *Femme et Société*, *Violence contre la Femme*, *la femme et le Pouvoir Politique*, ainsi qu'une vaste oeuvre narrative.

[Venezuela info](#), 17 juillet 2014

[1] Sur les chiffres de l'hégémonie médiatique et la réalité économique du Venezuela, lire « [Evo Morales et Rafael Correa dénoncent le siège du Venezuela par les médias privés](#) » : et « [Venezuela : qui étouffe qui ?](#) ».

[2] [Lire les déclarations de la Procureure Générale de la République Luisa Ortega Díaz](#) lors de sa réunion avec Amnesty (en espagnol).

[3] [Sur l'invention par les médias occidentaux d'une « fermeture » de la chaîne RCTV](#), lire le dossier d'ACRIMED.